

## ARRETE

Décision n°: GB/ASM/ AG/2024/ 434

Occupation du domaine  
public – stand Laurent Couvreur

Lézards d'été 2024

NOUS, Maire de la Ville de SENLIS,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L 2213-1 à L 2213-6,

VU le Code de la Route,

VU le Code Pénal,

VU la délibération du Conseil Municipal en date du 6 avril 2014, affichée le 7 avril 2014 et reçue par Le Sous-Préfet de l'Arrondissement de SENLIS le 7 avril 2014, portant les délégations consenties au Maire de Senlis par le Conseil Municipal en vertu des articles L. 2122-21, L. 2122-22 et L. 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales,

VU l'arrêté municipal de délégation de signature à Monsieur Jérôme CURIEN, Directeur Général des Services de la Mairie de Senlis N°ECG/AG/2020/131 du 09/07/2020,

VU la décision n°88 du 23 mars 2023 relative à la révision des tarifs d'occupation du domaine public,

CONSIDERANT que dans le cadre de Senlis en fête, il y a lieu d'autoriser le stand de Monsieur COUVREUR à occuper le domaine public communal à titre précaire et révocable, sur le Cours Thoré Montmorency, près du rond-point du Chalet, du 13 juillet au 13 août 2024 ,

## ARRETONS :

Article 1 : Un stand de friandises appartenant à Monsieur Laurent COUVREUR, domicilié, 6 avenue du Général de Gaulle – Bât A Appartement 8 – 60300 SENLIS, est autorisé à occuper le domaine public à titre précaire et révocable, sur le Cours Thoré Montmorency, près du rond-point du Chalet, du 13 juillet au 13 août 2024.

Article 2 : La présente autorisation est accordée à titre payant, soit 0,90€ par m2 et par jour pour les cirques, établissements forains et divers – hors Saint Rieul (par m² par jour). Un titre de paiement sera émis pour un montant de 172.80 € correspondant à un stand de 6m² sur les 32 jours d'occupation cités à l'article 1.

Article 3 : L'organisateur veillera à conserver le domaine public en parfait état de propreté pendant toute la période d'occupation. En cas de détérioration et dégradation ou de salissures constatées, la Ville fera procéder aux travaux de remise en état aux frais exclusifs de l'occupant temporaire.

Article 4 : Tout étalage ou installation doit être mobile et disposé de façon à n'occasionner aucune gêne pour la commodité et la sécurité des piétons, de la circulation, et aucune dégradation de la voie publique.

Article 5 : Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal Administratif d'Amiens dans un délai de deux mois à compter de sa publication, par courrier 14 Rue Lemerchier 80000 Amiens, ou par l'application informatique télérecours citoyen accessible via le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Article 6 : L'ampliation du présent arrêté sera adressé au Poste de Police Municipale, à la Brigade de Gendarmerie et au Centre de secours.

Fait à Senlis, le 11 JUL. 2024

Le Maire  
Pour le Maire  
Et par Délégation



Jérôme CURIEN  
Directeur Général des Services